

PRÉFECTURE DE LA RÉGION PICARDIE
PRÉFECTURE DE LA SOMME

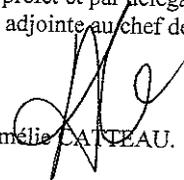
COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Direction de la Cohésion Sociale
et du Développement Durable

Bureau de l'Environnement
et du Développement Durable

Installations classées
pour la protection de l'environnement
Commune de FRAMICOURT
G.A.E.C. «FRAMLAIT »
Élevage de vaches laitières

Pour le préfet et par délégation :
L'attachée, adjointe au chef de bureau,


Amélie CAUTEAU.

A R R Ê T É DU 22 DECEMBRE 2006

Le Préfet de la région Picardie
Préfet de la Somme
Chevalier de la légion d'honneur

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 511-1 et suivants relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;
- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié et complété fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté ministériel du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;
- Vu le récépissé délivré le 23 novembre 2000 au G.A.E.C. « FRAMLAIT », siège social : 98 rue du Cornet à FRAMICOURT (80140) pour sa déclaration relative à la mise en conformité de son élevage de 79 vaches laitières et 50 bovins à l'engraissement sur le territoire de la commune précitée, parcelles cadastrées section B n° 322, 323, 382 et 383 ;
- Vu la demande présentée le 24 février 2006 par le G.A.E.C. « FRAMLAIT », siège social : 98 rue du Cornet à FRAMICOURT (80140), en vue d'obtenir la régularisation administrative des installations d'élevage pour 170 vaches laitières et la suite situées sur le territoire de la commune de FRAMICOURT, parcelles cadastrées section B n° 322, 324, 382 à 440 et 459 à 462 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 8 août 2006 portant délégation de signature du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;
- Vu les plans et l'étude d'impact produits à l'appui de cette demande ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 12 mai 2006 organisant une enquête publique sur cette demande à la mairie de FRAMICOURT du lundi 5 juin 2006 au mardi 4 juillet 2006 inclus ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2006 prorogeant de 3 mois le délai accordé à l'administration pour statuer sur la demande d'autorisation ;

Vu le dossier d'enquête publique déposé à la mairie de FRAMICOURT ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ;

Vu l'avis du chef du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Somme du 22 mai 2006 ;

Vu l'avis du service d'assistance technique à la gestion des épandages de la chambre d'agriculture de la Somme du 3 juillet 2006 ;

Vu l'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Somme du 19 juillet 2006 ;

Vu l'avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de la Somme du 8 juin 2006 ;

Vu l'avis du sous-préfet d'Abbeville du 18 août 2006 ;

Vu l'avis de la déléguée inter-services de l'eau et des milieux aquatiques du 20 juin 2006 ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de GREBAULT-MESNIL du 8 juin 2006 ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de BEHEN du 20 juin 2006 ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de FRAMICOURT du 11 juillet 2006 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 29 septembre 2006 ;

Vu l'avis du conseil départemental compétent en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques de la Somme du 20 novembre 2006 ;

Les pétitionnaires entendus ;

Considérant qu'il convient d'imposer à cet établissement relevant du régime de l'autorisation toutes conditions d'exploitation, prenant en compte les observations et avis émis lors des enquêtes publiques et administratives et de nature à assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

- ARRÊTE -

Article 1er

Le G.A.E.C. « FRAMLAIT », siège social : 98 rue du Cornet à FRAMICOURT (80140) est autorisé sous réserve de la stricte application des dispositions contenues dans le présent arrêté, à exploiter des installations d'élevage d'une capacité de 170 vaches laitières et la suite sur le territoire de la commune de FRAMICOURT, parcelles cadastrées section B n° 322, 324, 382 à 440 et 459 à 462.

Ces dispositions sont sans préjudice des dispositions édictées par des autres règles applicables aux élevages, notamment celles définies dans le cadre des programmes d'action en vue de la protection des eaux par les nitrates d'origine agricole (zone vulnérable) ou du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA).

Cette installation est visée par la rubrique 2101-2. a) de la nomenclature des installations classées.

Article 2 : Implantation

L'élevage sera implanté et installé conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Toute modification devra au préalable faire l'objet d'une nouvelle demande.

Article 3 : Capacité

La capacité maximale des installations est de 170 vaches laitières (vaches taries et en production).

REGLES D'AMENAGEMENT

Article 4 :

Un compteur d'eau volumétrique est installé en amont sur la conduite d'alimentation en eau potable des installations d'élevage. La conduite sera équipée d'un clapet anti-retour.

Article 5 :

Tous les sols du bâtiment d'élevage accessibles aux animaux sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité sauf les aires sous litières accumulées destinées au logement des animaux.

A l'intérieur des bâtiments (stabulations, salle de traite, laiterie), le bas des murs, sur une hauteur d'un mètre au moins est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité.

Article 6 :

Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par des gouttières ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

Article 7 :

La pente des sols lavables, des canalisations et des installations annexes (silos et aires accessibles aux animaux) doit permettre l'écoulement des effluents vers les ouvrages de collecte et de stockage.

Article 8 :

Les ouvrages de stockage des lisiers et effluents liquides de la salle de traite ainsi que la fumière couverte seront imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

Le déversement dans le milieu naturel des trop pleins des ouvrages de stockage est interdit. La capacité de stockage sera de 4 mois minimum utile.

Article 9 :

Les aliments stockés en dehors des bâtiments (à l'exception du front d'attaque dans le cas de silos en libre service) sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.

Article 10 : Stockage en bout de parcelles réceptrices des fumiers pailleux

A l'issue d'un stockage de 2 mois dans les installations, les fumiers compacts pailleux non susceptibles d'écoulement peuvent être déposés en bout de champ sur les parcelles d'épandage, pour une durée maximale de 6 mois.

Ils devront être modifiés chaque année, le retour sur un même emplacement ne devant intervenir que dans un délai de trois ans.

Pour constituer le tas, le contenu de chaque remorque doit être adossé au précédent sans manipulation. Sur sol filtrant, il est nécessaire de réaliser un lit végétal à fort pouvoir absorbant (paille, ...).

Le stockage des fumiers au champ est interdit :

- dans des zones inondables y compris par la remontée de la nappe phréatique ;
- dans des zones d'infiltration préférentielle (failles, bétoires, carrières) ;
- pendant les périodes de forte pluviosité ;

Les dépôts devront correspondre aux besoins de fertilisation de l'îlot d'épandage en tenant compte de l'apport éventuel d'autres matières organiques comme fixé à l'article 14 de ce présent arrêté.
Ils seront réalisés à plus de 5 mètres du bord des voies de circulation et chemins d'accès et leur emplacement sera sur un terrain plat et pourvu d'un couvert végétal.

Les andains seront implantés :

- à plus de 200 mètres des habitations des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;
- à au moins 100 mètres des puits et forages, des points de prélèvement d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers, des sources, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;
- à au moins 500 mètres des lieux de baignade, des plages, des piscicultures et des zones conchylicoles ;
- dans le respect de la réglementation relative à la protection des captages d'eau potable définissant des périmètres de protection par arrêté du préfet.

REGLES D'EXPLOITATION

Article 11:

L'exploitation des installations d'élevage se fait essentiellement sur paille.

Article 12 :

Les bâtiments sont convenablement ventilés.

Article 13 :

Tout rejet direct dans les eaux superficielles et souterraines d'effluents d'élevage de toutes natures non traités est interdit. L'épandage est la solution adaptée pour traiter ces effluents qui peuvent être compostés préalablement dans le respect des prescriptions fixées par l'article 14 de ce présent arrêté.

Article 14 :

Les lisiers, les fumiers sont soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal, sur une surface minimale de 246 ha de terres épandables (le plan d'épandage est annexé à ce présent arrêté), dans le respect des conditions précisées ci-après.

1. Les apports azotés, toutes origines confondues (apports azotés d'origine organique et/ou minérale), sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

La fertilisation doit être équilibrée et correspondre aux capacités exportatrices réelles de la culture ou de la prairie – naturelle ou artificielle – concernée.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur les sols ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

La fertilisation est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.

Les épandages sur terres nues devront être suivis d'un enfouissement sous 24 heures.

2. Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage. Ce plan définit, en fonction de leur aptitude à l'épandage, les parcelles cadastrales qui pourront faire l'objet d'épandage d'effluents organiques. Il doit démontrer que chacune des parcelles réceptrices, y compris celles mises à disposition par des tiers, est apte à permettre la valorisation agronomique des effluents.

Le plan d'épandage comporte au minimum les éléments suivants :

- identification des parcelles (références cadastrales et surface totale et épandable) regroupées par exploitant ;
- identité et adresse de l'exploitant et des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant ;
- localisation sur une représentation cartographique à une échelle comprise entre 1/10 000 et 1/5 000 des parcelles concernées et des surfaces exclues de l'épandage en les différenciant et en indiquant les motifs d'exclusion ;
- systèmes de culture envisagés (cultures en place et principales successions) ;
- nature, teneur en azote organique et ammoniacale par une analyse sur les effluents, les fumiers et les composts. Ces analyses porteront également sur le taux d'acide phosphore et de potasse. Une première analyse servira de référence sauf pour les composts qui devront faire l'objet d'analyses systématiques après chaque processus de compostage. Le plan d'épandage comportera également la quantité des effluents qui seront épandus ;
- doses maximales admissibles par type d'effluent, de sol et de cultures en utilisant des références locales ;
- calendrier prévisionnel d'épandage rappelant les périodes durant lesquelles l'épandage est interdit ou inapproprié.

L'ensemble de ces éléments est présenté dans un document de synthèse tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées ;

Toute modification notable du plan d'épandage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

3. Les apports azotés d'origine organique n'excéderont pas 170 kg par hectare et par an.

4. L'épandage est interdit :

- à moins de 100 mètres des habitations occupées par des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades, les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme sauf pour les fumiers compacts pailleux après un stockage de 2 mois dans les installations qui peuvent être épandus à au moins 50 mètres ;
- à au moins 10 mètres des habitations occupées par des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades, les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme concernant le compost défini dans ce présent arrêté ;
- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
- dans les périmètres de protection rapprochés des captages d'eau potable ;
- à moins de 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ;
- à moins de 500 mètres des piscicultures soumises à autorisation ou déclaration sous la rubrique 2130 de la nomenclature des installations classées sauf dérogation liée à la topographie et prévue par l'arrêté d'autorisation ;
- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ;
- sur les sols pris en masse par le gel ou abondamment enneigés ;
- sur les sols inondés ou détrempés ;
- pendant les périodes de fortes pluviosités ;
- sur les sols non utilisés en vue d'une production agricole ;
- sur les terrains de forte pente sauf s'il est mis en place des dispositifs prévenant tout risque de ruissellement ;
- par aéro-aspersion au moyen de dispositifs qui génèrent des aérosols.

Ces dispositions sont sans préjudice des dispositions édictées par les autres règles applicables aux élevages et définies dans le cadre des programmes d'action en vue de la protection des eaux par les nitrates d'origine agricole ou du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole.

Article 15 :

L'installation sera maintenue en parfait état d'entretien. Elle fait l'objet de lavages réguliers et d'une désinfection entre chaque bande ainsi que d'un vide sanitaire.

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs en utilisant des méthodes et des produits variés pour éviter l'accoutumance.

Ces traitements sont réalisés aussi souvent que nécessaire et au minimum une fois par an.

Les produits de nettoyage et de désinfection sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

Article 16 :

Les animaux morts sont enlevés par l'équarrisseur selon les modalités prévues par le code rural.

En attente d'être enlevés, ils devront être stockés ou déposés de façon à ne provoquer aucune contamination du sol, aucune nuisance olfactive, aucun risque pour la santé publique, ne pas être à l'origine d'une prolifération d'insectes et être exposés à tout animal domestique ou de la faune sauvage.

Article 17 :

Les déchets d'exploitation, et notamment les emballages, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution ou de nuisances (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Ils sont éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur. Tout brûlage à l'air libre des déchets est interdit.

Article 18 :

Les installations électriques sont conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état.

La défense de l'établissement contre l'incendie doit être assurée par les mesures suivantes :

- soit par une réserve d'eau de 120 m³ conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951 en s'assurant notamment que :

a – la plate-forme d'utilisation offre une superficie de 32 m² (8 m x 4 m) afin de permettre la mise en œuvre aisée des engins de Sapeurs-Pompiers et la manipulation du matériel. L'accès à cette plate-forme devra être assuré par une voie engin de 3 m de large, stationnement exclu,

b – ce point d'eau soit accessible en toute circonstance, clôturé et muni d'un portillon d'accès

c – elle soit signalée et curée périodiquement

d – la hauteur d'aspiration soit inférieure à 6 m

e – le volume d'eau contenu dans cette réserve soit constant en toute saison.

- soit par un poteau d'incendie de 100 mm normalisé (NF S 61-213) piqué sur une canalisation assurant un débit minimum de 1 000 litres/minute, sous une pression dynamique de 1 bar et placé à moins de 200 m du bâtiment, par des chemins praticables.

Cet hydrant doit être implanté en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci.

- répartir judicieusement des extincteurs de nature et de capacité appropriées aux risques ;

- instruire un personnel spécialement désigné à la manœuvre de ces moyens de secours ;

- afficher bien en évidence près des appareils téléphoniques reliés au réseau les renseignements relatifs aux modalités d'appel des Sapeurs-Pompiers.

Article 19 :

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatives aux bruits sont applicables à l'établissement.

A cet égard, la zone où sont implantées les installations est considérée comme zone de communes rurales (bourg, villages et hameaux agglomérés) où le terme additif CZ a pour valeur 15 dB (A).

Le niveau acoustique équivalent mesuré en dB (A) ne doit pas dépasser en limite de propriété :

- les jours de la semaine :

| | |
|---|-----------|
| de 7 heures à 20 heures | 60 dB (A) |
| de 6 heures à 7 heures et de 20 heures à 22 heures | 55 dB (A) |
| de 22 heures à 6 heures | 50 dB (A) |

- les dimanches et jours fériés :

| | |
|-------------------------|-----------|
| de 6 heures à 22 heures | 55 dB (A) |
| de 22 heures à 6 heures | 50 dB (A) |

L'émergence définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement ne devra pas dépasser les valeurs suivantes, en tout point de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par tiers que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et le cas échéant en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc...) de ces mêmes locaux :

de 6 heures à 22 heures :

| Durée cumulée d'apparition du bruit particulier T | Emergence maximale admissible en dB (A) |
|--|--|
| T < 20 minutes | 10 |
| 20 minutes ≤ T < 45 minutes | 9 |
| 45 minutes ≤ T < 2 heures | 7 |
| 2 heures ≤ T < 4 heures | 6 |
| T ≥ 4 heures | 5 |

de 22 heures à 6 heures : 3 dB (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur. Les engins de chantier répondent aux dispositions du décret n° 69-380 du 18 avril 1969.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 20 :

L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II, titre III (parties législatives et réglementaires) du code du travail et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et la sécurité des employés ou stagiaires.

Article 21 :

En matière d'intégration paysagère, l'exploitant devra se conformer aux dispositions fixées dans le permis de construire pris en application du code de l'urbanisme.

PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES

Article 22 :

La présente autorisation cessera de porter effet si l'établissement n'a pas ouvert dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, ou si son exploitation venait à être interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 23 :

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

Article 24 : Transfert des installations - Changement d'exploitation

Tout transfert des installations visées à l'article 1er du présent arrêté sur un autre emplacement doit faire l'objet, avant réalisation, d'une déclaration au préfet et le cas échéant d'une autorisation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur devra en faire déclaration au préfet dans le mois de la prise de possession.

Article 25 : Prescriptions complémentaires

Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées à l'article 18 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977.

Article 26 :

L'exploitant doit adresser au préfet une déclaration de début d'exploitation en 3 exemplaires dès que seront mis en place les aménagements et équipements permettant la mise en service de l'exploitation. En l'espèce, celui-ci sera dispensé de cette formalité considérant que ce présent arrêté est signé au terme d'une procédure afin de régulariser la situation administrative de l'élevage.

Article 27 : Publicité

Un exemplaire de la déclaration de début d'exploitation sera affiché à la mairie de FRAMICOURT pendant un mois au moins.

Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire.

Un avis annonçant le dépôt de la déclaration de début d'exploitation sera inséré par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans le « Courrier Picard » et l'« Action Agricole Picarde ».

Article 28 : Délai et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'AMIENS dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément aux conditions prévues à l'article L 514-6 du code de l'environnement.

Article 29 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet d'ABBEVILLE, le maire de FRAMICOURT, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au G.A.E.C. « FRAMLAIT » et dont une copie sera adressée aux :

- › directeur départemental de l'équipement de la Somme,
- › directeur départemental des services vétérinaires de la Somme,
- › directrice départementale de l'agriculture et de la forêt de la Somme,
- › déléguée inter-services de l'eau et des milieux aquatiques,
- › directeur régional de l'environnement de Picardie,
- › directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de la Somme,
- › chef du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Somme,
- › chef du service d'assistance technique à la gestion des épandages de la chambre d'agriculture de la Somme,
- › directeur de l'agence de l'eau Artois-Picardie,
- › directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Somme,
- › chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de la Somme.

Amiens, le 22 décembre 2006



Pour le préfet, et par délégation,
Le secrétaire général,

Yves LUCCHESI.

Partie agronomie :

Nom de l'exploitant :
Commune :

DENISOT Patrice
Rambures

2 - Tableau récapitulatif du parcellaire d'épandage 2004

| N° d'ilot | Département | Commune | Références cadastrales si disponibles | Si terres mises à disposition * | | | Surface totale | | | Surface d'épandage | | Motif d'exclusion |
|---------------------|-------------|-------------------|---|---------------------------------|------------------------------|------------------|--------------------|---------------------------|---------------------|-------------------------|------|-------------------|
| | | | | Surface PAC | Date de signature du contrat | Durée du contrat | Terres labourables | Surface toujours en herbe | Surface épanachable | Surface non épanachable | | |
| 27 | 80 | 343 Framicourt | ZB: 11 à 14, 18 à 28 ; A: 208, 305 à 306, 308, 317, 318 | 26,56 | 30-mai-05 | | 24,52 | 2,04 | 24,52 | 2,04 | | PAH |
| 28 | 80 | 343 Framicourt | ZH: 4 à 7 ; ZM: 34 à 37 | 10,69 | non | | | | | | | |
| 29 | 80 | 120 Bouillancourt | ZP: 15, 16 | 3,6 | non | | | | | | | |
| 30 | 80 | Framicourt | ZE: 23 | 3,17 | 30-mai-05 | | | | | | | |
| 31 | 80 | Framicourt | ZE: 34 | 0,96 | 30-mai-05 | | 3,17 | | | | 0,00 | |
| 32 | 80 | Framicourt | ZE: 39 ZK: 32 | 3,60 | 30-mai-05 | | 0,96 | | | | 0,00 | |
| 33 | 80 | Framicourt | ZE: 43 | 2,46 | 30-mai-05 | | 3,60 | | | | 0,00 | |
| 34 | 80 | Framicourt | B: 21, 315, 316 | 1,92 | 30-mai-05 | | 2,46 | | | | 0,00 | |
| 35 | 80 | Framicourt | B: 364 | 1,42 | 30-mai-05 | | | 1,92 | | | 0,00 | |
| 36 | 80 | Framicourt | B: 289 | 0,33 | 30-mai-05 | | | 1,42 | | | 0,12 | PAH |
| 37 | 80 | Bouillencourt | ZE: 4, 5 | 4,08 | non | | | 0,33 | | | 0,15 | PAH |
| | | | | | | | | | | | 0,05 | PAH |
| SOUS-TOTAL | | | | 58,79 | | | 34,71 | 5,71 | 38,06 | 2,36 | | |
| TOTAL CUMULE | | | | | | | | | | | | |

Code Postal : 80140

mai-05

* Joindre une copie des contrats pour les terres mises à disposition

La surface épanachable a été calculée à 50 mètres des tiers (Fumier), mais le purin et lisier seront épanchés à 100 m des tiers

Récapitulatif de la mise à disposition
MOTIFS D'EXCLUSION
Pentes - fortes pentes (>7%)
Jach. - Jachères fixes

40,42 ha de mise à disposition pour l'épandage au GAEC FRAMLAIT

PPE - Proximité de points d'eau
PAH - Proximité d'activité humaine

PI - Parcelle inondable
PHY Parcelle hydromorphe

PPN - Périmètre de protection de captage d'eau
Autres - préciser le motif

Partie agronomie :

Nom de l'exploitant :
Commune :

DUCROQ Sylvie
FRAMICOURT

2 - Tableau récapitulatif du parcellaire d'épandage 2004

| N° d'identification | Commune | Références cadastrales si disponibles | Si terres mises à disposition * | | | | Surface totale | | Surface d'épandage | | Motif d'exclusion |
|---------------------|----------------------|---|---------------------------------|------------------------------|------------------|--------------------|---------------------------|---------------------|-------------------------|------------|-------------------|
| | | | Surface PAC | Date de signature du contrat | Durée du contrat | Terres labourables | Surface toujours en herbe | Surface épanachable | Surface non épanachable | | |
| 24 | 80 444 Huchenneville | ZH: 55 | 11,25 | 30-mai-05 | | 11,25 | | 11,25 | 0,00 | | |
| 25 | 80 444 Huchenneville | ZH: 1 | 1,59 | 30-mai-05 | | 1,59 | | 1,59 | 0,00 | | |
| 26 | 80 444 Huchenneville | ZH: 10 | 0,54 | 30-mai-05 | | 0,54 | | 0,54 | 0,00 | | |
| 27 | 80 444 Huchenneville | ZH: 42 | 1,77 | 30-mai-05 | | 1,77 | | 1,77 | 0,00 | | |
| 28 | 80 444 Huchenneville | ZO: 8, 9, 30 | 2,27 | 30-mai-05 | | 2,27 | | 2,27 | 0,00 | | |
| 30 | 80 444 Huchenneville | ZH: 5 | 1,41 | 30-mai-05 | | 1,41 | | 1,41 | 0,00 | | |
| 31 | 80 482 Limeux | ZO: 13 | 4,48 | 30-mai-05 | | 4,48 | | 4,48 | 0,00 | | |
| 33 | 80 076 Behen | ZE: 50 ZN: 1, 1 ZS: 52 | 0,41 | 30-mai-05 | | 0,41 | | 0,00 | 0,41 | jach perma | |
| 34 | 80 076 Behen | ZO: 25 ; ZP: 5, 6 ZS: 58, 59, 64, 65 | 10,13 | 30-mai-05 | | 10,13 | | 10,13 | 0,00 | | |
| | | | 14,07 | | | 14,07 | | 13,27 | 0,80 | PAH | |
| | | | 47,92 | | | 47,92 | | 46,71 | 1,21 | | |
| | | SOUS-TOTAL | 47,92 | | | 47,92 | | 46,71 | 1,21 | | |
| | | TOTAL CUMULE | 47,92 | | | 47,92 | | 46,71 | 1,21 | | |

* Joindre une copie des contrats pour les terres mises à disposition

La surface épanachable a été calculée à 50 mètres des tiers (Fumier), mais le purin et l'isler seront épanchés à 100 m des tiers

Récapitulatif SAU 47,92 ha de mise à disposition pour l'épandage au GAEC FRAMLAIT

MOTIFS D'EXCLUSION

Pentes - fortes pentes (>7%)

Jach. - Jachères fixes

PPE - Proximité de points d'eau

PAH - Proximité d'activité humaine

PI - Parcelle inondable

PHY: Parcelle hydromorphe

PPN - Périmètre de protection de captage d'eau

Autres - préciser le motif

Partie agronomie :

Nom de l'exploitant :
Commune :

DENISOT Patrice
Rambures

2 - Tableau récapitulatif du parcellaire d'épandage 2004

Code Postal : 80140

mat-05

| N° d'identification | Commune | Références cadastrales si disponibles | Si terres mises à disposition * | | Surface totale | | Surface d'épandage | | Motif d'exclusion | |
|---------------------|----------------------|---|---------------------------------|------------------------------|------------------|--------------------|---------------------------|---------------------|-------------------|-------------------------|
| | | | Surface PAC | Date de signature du contrat | Durée du contrat | Terres labourables | Surface toujours en herbe | Surface épanachable | | Surface non épanachable |
| 27 | 80 343 Framicourt | ZB: 11 à 14, 18 à 28 ; A: 208, 305 à 306, 308, 317, 318 | 26,56 | 30-mai-05 | | 24,52 | 2,04 | 24,52 | 2,04 | PAH |
| 28 | 80 343 Framicourt | ZH: 4 à 7, ; ZM: 34 à 37 | 10,69 | non | | | | | | |
| 29 | 80 120 Bouillancourt | ZP: 15, 16 | 3,6 | non | | | | | | |
| 30 | 80 Framicourt | ZE: 23 | 3,17 | 30-mai-05 | | 3,17 | | 3,17 | 0,00 | |
| 31 | 80 Framicourt | ZE: 34 | 0,96 | 30-mai-05 | | 0,96 | | 0,96 | 0,00 | |
| 32 | 80 Framicourt | ZE: 39 ZK: 32 | 3,60 | 30-mai-05 | | 3,60 | | 3,60 | 0,00 | |
| 33 | 80 Framicourt | ZE: 43 | 2,46 | 30-mai-05 | | 2,46 | | 2,46 | 0,00 | |
| 34 | 80 Framicourt | B: 21, 315, 316 | 1,92 | 30-mai-05 | | | 1,92 | 1,80 | 0,12 | PAH |
| 35 | 80 Framicourt | B: 364 | 1,42 | 30-mai-05 | | | 1,42 | 1,27 | 0,15 | PAH |
| 36 | 80 Framicourt | B: 289 | 0,33 | 30-mai-05 | | | 0,33 | 0,28 | 0,05 | PAH |
| 37 | 80 Boutencourt | ZE: 4, 5 | 4,08 | non | | | | | | |
| | | | | | | 34,71 | 5,71 | 38,06 | 2,36 | |
| | | | 58,79 | | | 34,71 | 5,71 | 38,06 | 2,36 | |
| | | | | | | 34,71 | 5,71 | 38,06 | 2,36 | |
| | | | | | | 34,71 | 5,71 | 38,06 | 2,36 | |

* Joindre une copie des contrats pour les terres mises à disposition

La surface épanachable a été calculée à 50 mètres des tiers (Fumier), mais le purin et lisier seront épanchés à 100 m des tiers

Récapitulatif de la mise à disposition

MOTIFS D'EXCLUSION

Penées - fortes penées (> 7%)

Jach. - Jachères fixes

PPE - Proximité de points d'eau

PAH - Proximité d'activité humaine

PI - Parcelle Inondable

PHY Parcelle hydromorphe

40,42 ha de mise à disposition pour l'épandage au GAEC FRAMLAIT

PPN - Périmètre de protection de captage d'eau

Autres - préciser le motif

Partie agronomie :

Nom de l'exploitant :
Commune :

MEILLIER Jean_Pierre
GREBAULT MESNIL

2 - Tableau récapitulatif du parcellaire d'épandage 2004

| N° d'ilot | Département | Commune | Références cadastrales si disponibles | Si terres mises à disposition * | | | Surface totale | | Surface d'épandage | | Motif d'exclusion |
|-----------|-------------|---------------------|---|---------------------------------|------------------------------|------------------|--------------------|---------------------------|---------------------|-------------------------|-------------------|
| | | | | Surface PAC | Date de signature du contrat | Durée du contrat | Terres labourables | Surface toujours en herbe | Surface épanachable | Surface non épanachable | |
| 23 | 80 | 004 Acheux en Vimeu | ZM: 6 | 0,41 | | | | | | | |
| 24 | 80 | 004 Acheux en Vimeu | ZN: 76, 82 A | | | | | | | | |
| 22 | 80 | 163 Cambron | ZM: 28 à 30, 32 à 34, ZH: 132 | 12,09 | 30-mai-05 | | 12,09 | | | 12,09 | 0,00 |
| 26 | 80 | 190 Chepy | AC: 107 | 6,42 | | | | | | | |
| 27 | 80 | 190 Chepy | AE: 1 | 2 | | | | | | | |
| 28 | 80 | 190 Chepy | AD: 79 | 1,41 | | | | | | | |
| 29 | 80 | 190 Chepy | AC: 97A | 1,29 | | | | | | | |
| 30 | 80 | 373 Gamaches | | 1,41 | | | | | | | |
| 1 | 80 | 388 Grébault Mesnil | ZC: 65 BK, BJ, BL, 66, 67 ; ZD 13CJ, CK | 17,78 | 30-mai-05 | | 17,78 | | | 17,78 | 0,00 |
| 2 | 80 | 388 Grébault Mesnil | ZD: 30 à 32, 35 | 13,84 | 30-mai-05 | | 13,84 | | | 13,84 | 0,00 |
| 3 | 80 | 388 Grébault Mesnil | ZC: 20 | 1,94 | | | | | | | |
| | | | ZD: 25, 25 J | 3,81 | 30-mai-05 | | 3,81 | | | 3,81 | 0,00 |
| | | | | 62,40 | | | 47,52 | 0,00 | | 47,52 | 0,00 |
| | | | SOUS-TOTAL | 62,40 | | | 47,52 | 0,00 | | 47,52 | 0,00 |
| | | | TOTAL GUMULE | 62,40 | | | | | | | |

Code Postal : 80140

mai-0

* Joindre une copie des contrats pour les terres mises à disposition

La surface épanachable a été calculée à 50 mètres des fiers (Fumier), mais le purin et l'isier seront épanchés à 100 m des fiers

MOTIFS D'EXCLUSION

Pentes - fortes pentes (>7%)

Jach. - Jachères fixes

PPE - Proximité de points d'eau

PAH - Proximité d'activité humaine

PI - Parcelle inondable

PHY Parcelle hydromorphe

Récapitulatif SAU 47,52

PPN - Périmètre de protection de captage d'eau

Autres - préciser le motif

Partie agronomie :

Nom de l'exploitant :
Commune :

MEILLIER Jean_Pierre
GREBAULT MESNIL

2 - Tableau récapitulatif du parcellaire d'épandage 2004

Code Postal : 80140

mai-05

| N° d'ilot | Département | Commune | Références cadastrales si disponibles | Si terres mises à disposition * | | | Surface totale | | | Surface d'épandage | | |
|---------------------|-------------|-------------------|---|---------------------------------|------------------------------|------------------|--------------------|---------------------------|---------------------|-------------------------|-------------------|--|
| | | | | Surface PAC | Date de signature du contrat | Durée du contrat | Terres labourables | Surface toujours en herbe | Surface épanachable | Surface non épanachable | Motif d'exclusion | |
| 4 | 80 | Grébault Mesnil | ZC: 24, 25 | 7,32 | | | | | | | | |
| 5 | 80 | Grébault Mesnil | A: 320 A à 323, 325, 328 A, 330, 345, 439 | | | | | | | | | |
| 6 | 80 | 446 Huppy | A, 440, 456, 479 | 4,34 | | | | | | | | |
| 11 | 80 | 518 Martenneville | ZY: 5, 8, 9, 10, 45 | 29,93 | | | | | | | | |
| 12 | 80 | 578 Moyenneville | ZR: 14, 21, 22 | 3,92 | | | 29,93 | | | 29,93 | 0,00 | |
| 13 | 80 | 578 Moyenneville | ZH: 13 | 3,26 | | | | | | | | |
| 14 | 80 | 578 Moyenneville | ZH: 72 | 3,16 | | | | | | | | |
| 15 | 80 | 578 Moyenneville | ZE: 79 | 3,55 | | | | | | | | |
| 16 | 80 | 578 Moyenneville | ZA: 27, 28 | 1,41 | | | | | | | | |
| 17 | 80 | 578 Moyenneville | ZH: 69 | 0,95 | | | | | | | | |
| 18 | 80 | 578 Moyenneville | ZE: 24 | 0,61 | | | | | | | | |
| 19 | 80 | 578 Moyenneville | ZO: 117 | 0,36 | | | | | | | | |
| 20 | 80 | 578 Moyenneville | ZH: 28, 29 | 2,62 | | | | | | | | |
| | | | ZH: 4 | 3,04 | | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL | | | | 64,47 | | | 29,93 | 0,00 | 29,93 | 0,00 | 0,00 | |
| TOTAL CUMULE | | | | 126,87 | | | 77,45 | 0,00 | 77,45 | 0,00 | 0,00 | |

* Joindre une copie des contrats pour les terres mises à disposition

La surface épanachable a été calculée à 50 mètres des fiers (Fumier), mais le purin et l'isier seront épanchés à 100 m des fiers

Récapitulatif SAU 77,45

MOTIFS D'EXCLUSION

Pentes - fortes pentes (>7%)
Jach. - Jachères fixes

PPE - Proximité de points d'eau
PAH - Proximité d'activité humaine

PI - Parcelle inondable
PHY Parcelle hydromorphe

PPN - Périmètre de protection de captage d'eau
Autres - préciser le motif

Partie agronomie :

Nom de l'exploitant :
Commune :

MEILLIER Jean_Pierre
GREBAULT MESNIL

2 - Tableau récapitulatif du parcellaire d'épandage 2004

Code Postal : 80140 mai-05

| N° d'ilot | Département | Commune | Références cadastrales si disponibles | Si terres mises à disposition * | | | Surface totale | | | Surface d'épandage | | Motif d'exclusion |
|-----------|-------------|-------------------|---------------------------------------|---------------------------------|------------------------------|------------------|--------------------|---------------------------|---------------------|-------------------------|-------------|-------------------|
| | | | | Surface PAC | Date de signature du contrat | Durée du contrat | Terres labourables | Surface toujours en herbe | Surface épanachable | Surface non épanachable | | |
| 8 | 80 | 710 Saint-Maxen | ZK: 4 à 6 | 3,91 | | | | | | | | |
| 9 | 80 | 710 Saint-Maxen | B: 767 | 0,4 | | | | | | | | |
| 10 | 80 | 518 Martenneville | ZS: 19 à 25 | | | | | | | | | |
| | 80 | 710 Saint Maxen | ZI: 1, 2, 5 | | | | | | | | | |
| 31 | 80 | 578 Moyenneville | ZO: 97 | 14,93 | 30-mai-05 | | 14,93 | | | 14,93 | 0,00 | |
| 32 | 80 | 764 Toeuflès | ZE: 24 | 2,03 | | | | | | | | |
| 21 | 80 | 764 Toeuflès | ZE: 74 | 1,43 | | | | | | | | |
| 33 | 80 | 836 Yonval | ZO: 61 | 1,63 | | | | | | | | |
| 34 | 80 | 388 Grébault Me | A: 345 A | 0,83 | | | | | | | | |
| | 80 | 388 Grébault Me | A: 479 A, 440 A, 438 A | 0,95 | | | | | | | | |
| 25 | 80 | 004 Acheux en V | ZI: 45, 43, 1 | 1,15 | | | | | | | | |
| | | | | SOUS-TOTAL | 27,26 | | 14,93 | 0,00 | 14,93 | 0,00 | 0,00 | |
| | | | | TOTAL CUMULE | 154,13 | | 92,38 | 0,00 | 92,38 | 0,00 | 0,00 | |

* Joindre une copie des contrats pour les terres mises à disposition

La surface épanachable a été calculée à 50 mètres des fiers (Fumier), mais le purin et l'isier seront épanchés à 100 m des fiers

Récapitulatif
MOTIFS D'EXCLUSION

Pentes - fortes, pentes (>7%)
Jach. - Jachères fixes

PPE - Proximité de points d'eau
PAH - Proximité d'activité humaine

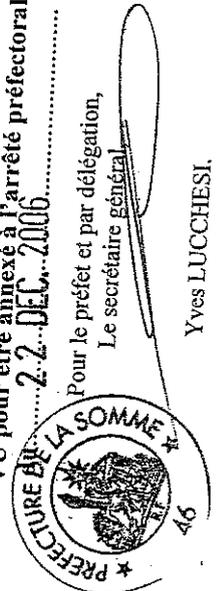
PI - Parcelle inondable
PHY Parcelle hydromorphe

PPN - Périmètre de protection de captage d'eau
Autres - préciser le motif

92,38 ha de mise à disposition pour l'épandage au GAEC FRAMLAIT

VU pour être annexé à l'arrêté préfectoral
2.2.DEC.2006

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Yves LUCCHESI.